

a

FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration – Quatre-vingt-troisième session
Rome, 1^{er}- 2 décembre 2004

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À LA

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

POUR LE

PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL EN PATAGONIE

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROJET	iv
CARTE DE LA ZONE DU PROJET	v
RÉSUMÉ DU PRÊT	vi
NOTE DE PRÉSENTATION	vii
PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Argentine	2
DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET	4
A. Zone du projet et groupe cible	4
B. Objectifs et portée	5
C. Composantes	5
D. Coûts et financement du projet	7
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	10
F. Organisation et gestion	10
G. Justification économique	11
H. Risques	12
I. Impact sur l'environnement	12
J. Aspects novateurs	12
TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	12
QUATRIÈME PARTIE – RECOMMANDATION	13
 ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	 15

APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD LOAN IN ARGENTINA (PRÊTS ANTÉRIEURS DU FIDA EN ARGENTINE)	2
III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV. POVERTY AND RURAL POVERTY (PAUVRETÉ ET PAUVRETÉ RURALE)	6
V. DESIGN MATRIX AND TARGET POPULATION FOCUSED STRATEGIC APPROACH (MATRICE DE CONCEPTION ET APPROCHE STRATÉGIQUE AXÉE SUR LA POPULATION CIBLE)	8
VI. PROJECT ORGANIZATION AND MANAGEMENT (ORGANISATION ET GESTION DU PROJET)	9
VII. ECONOMICS RESULTS OF SOME AGRICULTURAL AND NON-AGRICULTURAL BUSINESSES (RÉSULTATS ÉCONOMIQUES D'UN CERTAIN NOMBRE D'ACTIVITÉS AGRICOLES ET AUTRES)	11

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	peso argentin (ARS)
1,00 USD	=	3,00 ARS
1,00 ARS	=	0,333 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

BID	Banque interaméricaine de développement
INTA	<i>Instituto Nacional de Tecnología Agropecuaria</i> (Institut national de technologie agricole)
PRODERNEA	Projet de développement rural dans les provinces du Nord-Est
PRODERNOA	Projet de développement rural dans le Nord-Ouest
SAGPyA	<i>Secretaría de Agricultura, Ganadería, Pesca y Alimentos</i> (Secrétariat à l'agriculture, à l'élevage, à la pêche et à la nutrition)

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE

Année budgétaire

1^{er} janvier – 31 décembre

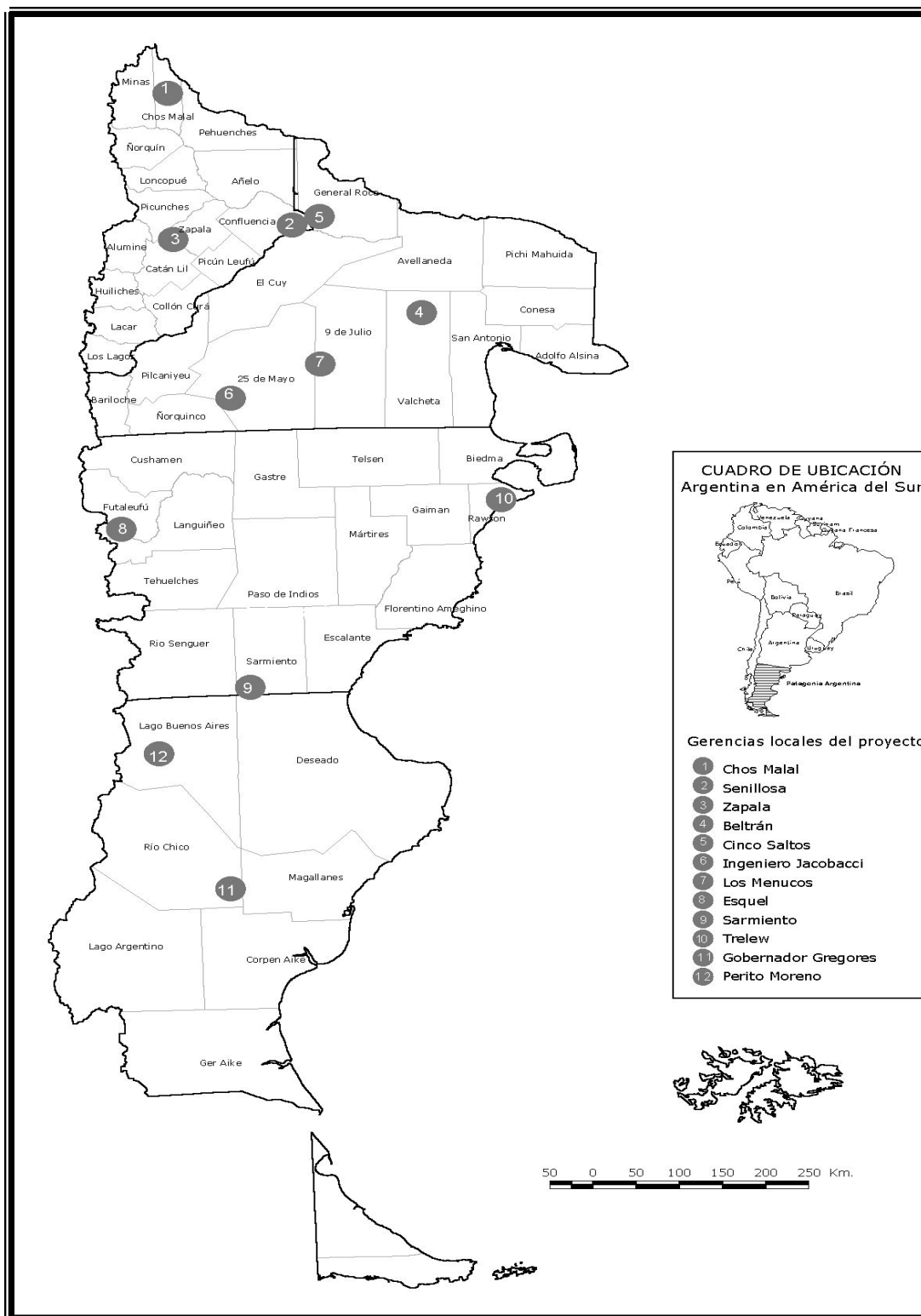
CARTE DE LA ZONE DU PROJET



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

CARTE DE LA ZONE DU PROJET



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE
PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL EN PATAGONIE

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION INITIATRICE:	FIDA
EMPRUNTEUR:	République argentine
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Secrétariat à l'agriculture, à l'élevage, à la pêche et à la nutrition
COÛT TOTAL DU PROJET:	29,0 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	13,35 millions de DTS (équivalent approximativement à 20,0 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt équivalant au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds
COFINANCEUR:	Aucun
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	8,0 millions de USD
CONTRIBUTIONS DES BÉNÉFICIAIRES:	1,0 million de USD
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Société andine de développement

NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires? En tout, quelque 36 000 personnes – 15 000 directement et 21 000 indirectement – devraient bénéficier du projet. Le groupe cible sera constitué de petits agriculteurs pauvres (45%), de propriétaires de microentreprises et d'artisans (20%), de jeunes ruraux (20%) et de membres des communautés autochtones (au moins 15%). Les populations autochtones de la région (Mapuches et Tehuelches) vivent soit dans des réserves, avec un titre de propriété particulier, ou sur de petites exploitations privées.

Pourquoi sont-ils pauvres? En Patagonie, la pauvreté rurale est concentrée parmi les principaux groupes vulnérables, à savoir les femmes et les enfants des campagnes et les groupes autochtones. Ses causes passées sont: i) l'inégalité des revenus et la faiblesse des salaires; ii) le chômage et le manque d'accès aux avoirs productifs et aux services techniques; iii) un grand isolement géographique dû aux distances considérables qui séparent la Patagonie des autres provinces, l'insuffisance de l'infrastructure de communication et la très faible densité de population; iv) un climat et un environnement rudes et difficiles; v) le sous-développement de l'infrastructure économique et des circuits de commercialisation; et vi) un accès limité aux services sociaux de base. La crise économique qu'a récemment traversée le pays a beaucoup aggravé certains de ces éléments. De plus, la surexploitation de la base de ressources de la région, par ailleurs de plus en plus réduites, s'est traduite par des systèmes d'élevage précaires, et les cultures annuelles et pérennes sont limitées aux vallées où peut être pratiquée une agriculture intensive irriguée.

Que peuvent-ils attendre du projet? Les services d'appui aux entreprises rurales et à la commercialisation constitueront le centre des activités productives prévues dans le cadre du projet. Grâce à un processus interactif d'apprentissage sur le tas, les agriculteurs et les organisations de microentreprises travailleront avec les spécialistes des études de marché du projet pour améliorer le potentiel de commercialisation des produits qu'ils auront sélectionnés avant de recevoir un appui financier ou technique. L'appui qui sera fourni dans le cadre du projet pour créer des organisations économiques et/ou renforcer celles qui existent déjà aidera également à accroître les capacités de gains des ruraux pauvres et en particulier des membres des populations autochtones, des femmes rurales et des jeunes. Le projet aidera le groupe cible à améliorer ses capacités de gains en aidant les bénéficiaires à transformer les activités économiques de subsistance en petites entreprises agricoles et autres. L'on s'attachera également à faire en sorte que les organisations économiques appuyées par le projet puissent avoir accès aux marchés ruraux et aux services d'appui technique visant, grâce à une stratégie opérationnelle participative axée sur la demande et les marchés, à promouvoir les microentreprises et des activités artisanales novatrices et rentables dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la foresterie. En outre, 21 000 personnes – ruraux pauvres et membres de communautés autochtones dont les conditions de vie s'amélioreront grâce aux investissements productifs et aux activités de protection de l'environnement financées par le projet en coordination avec les gouvernements des provinces et le gouvernement central – bénéficieront indirectement du développement social et économique stimulé par le projet. Enfin, quelque 3 000 jeunes ruraux – hommes et femmes – se verront offrir la possibilité d'acquérir des compétences nouvelles grâce à un programme de formation.

Comment les bénéficiaires participeront-ils au projet? Les bénéficiaires participeront à la planification, à la gestion et à la supervision des activités communautaires et des activités de développement local par le biais des mécanismes de prise de décisions établis aux fins du projet dans le cadre de comités locaux et provinciaux. Le projet contribuera ainsi à autonomiser la société civile rurale et en particulier les communautés autochtones et les organisations économiques. Il sera dispensé une formation à des groupes représentatifs de bénéficiaires pour leur apprendre à exprimer leur point de vue et à négocier avec les responsables de programmes de développement aux échelons provincial et national pour que ces derniers tiennent compte de leurs besoins. Il est également prévu d'établir des mécanismes d'information en retour avec les petits agriculteurs, les organisations auxquelles seront sous-traités des

services d'appui et l'unité administrative et le personnel technique du projet. Par ailleurs, l'on s'attachera à appuyer la participation de représentants des bénéficiaires aux conseils provinciaux et locaux de développement institués dans le cadre des structures opérationnelles et des mécanismes de prise de décisions du projet. Enfin, les bénéficiaires participeront au suivi et à l'évaluation du projet dans le cadre de procédures systématiques d'audit social.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE
POUR LE
PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL EN PATAGONIE

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République argentine d'un montant de 13,35 millions de DTS (équivalant approximativement à 20,0 millions de USD) à des conditions ordinaires, en vue de contribuer au financement du Projet de développement rural en Patagonie. Le prêt aura une durée de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, et sera assorti d'un taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds. Il sera administré par la Société andine de développement (SAD) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

**PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL
ET LA STRATÉGIE DU FIDA¹**

A. L'économie et le secteur agricole

1. La République argentine est située à l'extrémité australe du continent américain et couvre une superficie totale de 3,7 millions de km², y compris l'Antarctique continental et les îles de l'Atlantique sud. Le pays est bordé par la Bolivie au nord, le Paraguay au nord-est, le Brésil, l'Uruguay et l'océan Atlantique à l'est et le Chili à l'ouest. Le pays est subdivisé en 23 provinces et une ville autonome, la capitale. Sa population totale est de 36,48 millions d'habitants (2002).

2. L'Argentine se remet peu à peu d'une grave crise économique et financière qui a commencé à la fin de 2001. Après presque quatre ans de stagnation du produit intérieur brut (PIB) et des taux de chômage atteignant jusqu'à 20%, le pays a connu une crise systémique du secteur bancaire – avec près de 30 milliards de USD de sorties de capitaux au cours des six derniers mois de 2001 – qui a débouché sur un régime de contrôle drastique des comptes d'épargne, ce qui, à son tour, a provoqué une crise sociale et politique alarmante et la dévaluation de la monnaie nationale, dont la parité avec le dollar des États-Unis avait été maintenue pendant plus de huit ans. Jadis le pays le plus riche d'Amérique latine et celui ayant l'économie la plus diversifiée, l'Argentine a enregistré un recul de 11% de son PIB en 2002. En mai 2003, un nouveau gouvernement est arrivé au pouvoir et a ouvert la voie à une renégociation de la dette extérieure accumulée et à la restructuration du secteur bancaire. Depuis qu'elle est sortie de la crise, l'Argentine a enregistré une année de croissance économique (8,84% en 2003), mais les séquelles des difficultés économiques et sociales récentes demeurent visibles dans l'ensemble du pays. Environ 46% de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, contre 22% seulement en 1992-1995. Beaucoup de ménages sont entièrement tributaires des programmes d'assistance sociale (comme les programmes d'emploi temporaire) ou des services de santé.

3. En 2003, le secteur agricole représentait 5,5% du PIB du pays. L'agriculture est à l'origine de près de 60% de la valeur ajoutée dans le secteur, l'élevage de 38% et les pêches et les produits forestiers 2%. Près de 53% des exportations totales sont des produits agricoles et des produits

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

agro-industriels. Ce secteur représente également de 10 à 13% des emplois du pays. Les principales cultures sont le soja, le blé, le maïs, le tournesol, le riz, le sucre et les fruits. Environ 32 millions d'hectares (ha) sont cultivés de céréales et de graines oléagineuses dont la production totale dépasse 70 millions de tonnes (2002). La production agricole en Argentine est géographiquement concentrée dans la région des Pampas, d'où provient près de 80% du produit brut total du secteur. Cette région contient 87% du total des superficies cultivables du pays et a un climat idéal pour l'agriculture et l'élevage. Cependant, la population rurale dans la région des Pampas ne représente que 32% du total de la population rurale argentine.

B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA

4. Le premier projet du FIDA dans le pays, le Programme de crédit et de soutien technique aux petits producteurs dans le nord-est de l'Argentine, a été approuvé en 1988. En 1996, un prêt du FIDA a financé le Projet de développement rural dans les provinces du Nord-Est (PRODERNEA) et, en 1999, le Fonds a approuvé un financement pour le Projet de développement rural dans le Nord-Ouest (PRODERNOA). Ces deux projets sont encore en cours d'exécution. Les principaux enseignements retirés des opérations menées par le FIDA dans le pays sont les suivants: i) de solides unités de coordination au plan national sont nécessaires pour promouvoir l'adoption des politiques de développement rural au niveau des provinces; ii) le ciblage doit correspondre aux activités et aux mécanismes du projet; iii) les projets financés par le Fonds doivent apporter une assistance accrue aux communautés autochtones; et iv) il faut en outre redoubler d'efforts pour promouvoir l'autonomisation des communautés locales et la participation des organisations communautaires.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Argentine

5. Du fait de la sévérité de la crise financière, la réduction de la pauvreté, en Argentine, est étroitement liée à la solution du problème de l'inégalité des revenus. À titre de première mesure dans cette direction, le FIDA met l'accent sur les activités de nature à accroître la création de revenus, le développement du capital humain et social et la participation et l'autonomisation des populations de ruraux pauvres et de leurs organisations. La participation à la conception d'une stratégie de réduction de la pauvreté et de développement rural et des structures opérationnelles correspondantes est l'un des piliers des activités réalisées par le Fonds dans le pays, de sa politique de concertation et de ses liens stratégiques avec les autres donateurs. Comme les femmes rurales sont parmi les plus pauvres des pauvres, le FIDA continuera à consolider et à améliorer systématiquement les avancées que ses projets ont déjà permis aux femmes d'obtenir sur la voie de la réduction de la pauvreté.

6. Le cadre stratégique proposé pour le pays comporte quatre grandes orientations: activités génératrices de revenus; développement du capital humain et social; renforcement des capacités; et liens et coordination avec les gouvernements des provinces.

7. Les efforts tendant à promouvoir les activités **génératrices de revenus** seront axés sur la production agricole et non agricole et le développement des possibilités d'emploi dans des activités locales non agricoles et en ville. Les services d'appui tendront à accroître les débouchés des entreprises agricoles et des petites entreprises rurales sur la base d'une étude des produits les plus demandés sur le marché. La formation professionnelle et l'appui à l'emploi seront au nombre des principaux services qui seront offerts aux jeunes, hommes et femmes.

8. Les activités de **développement du capital humain et social** seront orientées vers le renforcement des organisations communautaires rurales, l'amélioration des conditions de vie (logement, assainissement et services de base) et l'élargissement de l'accès aux services de santé, d'éducation et de nutrition infantile. L'objectif ultime de ces activités sera l'autonomisation des ruraux pauvres et de leurs organisations.

9. Les **activités de renforcement des capacités** viseront à modifier et recréer dans l'ensemble du pays des structures modernes propices au développement agricole et rural dans le cadre d'une stratégie participative axée sur la demande.

10. **Liens et coordination avec les gouvernements des provinces.** Le FIDA recherchera le moyen de promouvoir une concertation et des échanges de vues fluides avec les gouvernements de province pour définir sur une base participative les programmes locaux et régionaux de réduction de la pauvreté ainsi que les mécanismes d'interaction et de coordination entre le gouvernement central et les gouvernements des provinces.

11. **Politique de l'Argentine en matière d'éradication de la pauvreté².** Depuis les années 80, les gouvernements qui se sont succédé ont formulé et mis en œuvre différentes politiques de réduction de la pauvreté, et l'actuel gouvernement ne fait pas exception. Il a déployé des efforts majeurs pour maintenir le niveau ou accroître les dépenses sociales, en particulier celles en faveur des pauvres (programmes de sécurité). Le total des dépenses sociales a augmenté en proportion du budget mais a diminué de 32% en termes réels. Les dépenses en faveur des pauvres se sont accrues de 21%, résultat notable si l'on considère les contraintes budgétaires auxquelles le gouvernement a été confronté pendant la crise. Néanmoins, la forte augmentation du nombre de ménages pauvres signifie qu'en termes réels, les dépenses en faveur des pauvres se sont en fait contractées de 16%. La volonté politique manifestée par le gouvernement et les efforts qu'il a entrepris pour orienter les ressources accrues vers les pauvres ont été dépassés par l'aggravation considérable de la pauvreté.

12. Le cadre institutionnel des politiques de développement rural comporte deux échelons, l'un national et l'autre provincial. Au plan national, le Ministère du développement social et le Secrétariat à l'agriculture, à l'élevage, à la pêche et à la nutrition (SAGPyA) sont responsables de la formulation et de la mise en œuvre des programmes sociaux ainsi que des politiques, programmes et projets concernant le secteur agricole et le secteur rural axés sur les petits exploitants pauvres. Parmi les plus importantes des activités de développement rural et de réduction de la pauvreté menées sous l'égide du SAGPyA, il y a lieu de citer le Projet de développement des petites exploitations (PROINDER) financé par la Banque mondiale, le Programme de services agricoles dans les provinces (PROSAP) financé par la Banque interaméricaine de développement (BID), le Programme social agricole (PSA) financé par le gouvernement, et le PRODERNOA et le PRODERNEA financés par le FIDA. La structure du gouvernement central se retrouve au niveau des provinces et comporte des ministères (secrétariats) du développement social et de l'agriculture chargés d'exécuter les politiques et programmes de développement rural au niveau des provinces. Le Conseil agricole fédéral, présidé par le Secrétaire national à l'agriculture et composé des ministres de l'agriculture des 23 provinces, est responsable de la coordination des politiques nationales et provinciales.

13. Le gouvernement est conscient de ce que les politiques de développement rural de toujours remises en œuvre en Argentine dans le cadre de différents programmes et projets ne contribuent pas de façon adéquate à la lutte contre la pauvreté rurale menée actuellement. Il est de plus en plus généralement admis qu'une nouvelle approche s'impose comportant: i) une combinaison d'investissements sociaux dans les biens publics et les services, y compris pour appuyer le développement des marchés locaux et régionaux pertinents; et ii) des mécanismes flexibles permettant d'allouer des fonds aux initiatives des ruraux pauvres. Bien que divers programmes du SAGPyA et des gouvernements des provinces soient fondés sur l'application de cette nouvelle approche, les efforts entrepris dans cette direction sont entravés par un manque de politiques simples et cohérentes et d'apport régulier de ressources.

14. **Activités des autres principaux donateurs en matière d'éradication de la pauvreté.** La BID est le plus important donateur multilatéral qui opère dans le pays, avec 61 projets en cours d'exécution

² Voir l'appendice IV: Pauvreté et pauvreté rurale.

et un portefeuille de prêts dont le montant total se chiffre à environ 7 700 millions de USD. Dans le secteur agricole la BID cofinance le projet PROSAP avec la Banque mondiale. Son portefeuille comprend 27 prêts à l'investissement d'une valeur totale de quelque 3 900 millions de USD, des prêts sectoriels d'une valeur de quelque 3 300 millions de USD et huit prêts au secteur privé d'un montant total de 500 millions de USD. La majeure partie de ce financement a pour but d'appuyer la modernisation de l'État (programmes d'ajustement financier, réformes au niveau des provinces) ainsi que des programmes visant à réduire la pauvreté en milieu urbain et à élever les niveaux de vie (développement urbain, protection sociale et gestion). La Banque mondiale a un portefeuille de 41 projets, d'une valeur totale de 4 300 millions de USD. Elle cofinance le PROINDER, qui est le plus vaste projet de développement rural et d'atténuation de la pauvreté rurale dans le pays. Le FIDA vient au troisième rang parmi les donateurs multilatéraux avec deux projets en cours axés sur les populations rurales pauvres. Pour ce qui est des donateurs bilatéraux, les Gouvernements de l'Espagne et de l'Italie ont fourni un appui à des programmes sociaux à l'intention des secteurs de la population les plus affectés par la crise économique. L'office allemand de la coopération technique (GTZ) collabore avec l'Institut national de technologie agricole (INTA) pour promouvoir le développement durable aussi en bien Patagonie que dans les régions septentrionales.

15. **Justification du projet**³. La justification et la conception du projet répondent aux politiques de réduction de la pauvreté, de développement rural et de développement agricole du gouvernement ainsi qu'au *Cadre stratégique du FIDA pour 2002-2006*, comme cela ressort de l'exposé des options et stratégies d'intervention en Argentine. Le projet tendra à appuyer le développement du capital humain et social local et à soutenir les activités génératrices de revenus de la population cible grâce à l'application d'une approche globale du développement rural. Ce processus aidera le gouvernement à réduire progressivement les subventions dont bénéficient les ruraux pauvres en Patagonie. Le projet a été conçu compte tenu des enseignements retirés des projets du FIDA en cours dans le nord de l'Argentine, et le nécessaire a été fait pour remédier aux facteurs qui entravent le processus de développement régional.

16. Afin d'élever de façon durable le niveau des revenus des bénéficiaires, le cadre conceptuel du projet est axé sur la demande, l'organisation, le marché et la gestion. Toutes les activités productives, agricoles ou autres, seront évaluées du point de vue de leur compétitivité afin de transformer la production de subsistance en une production commerciale axée sur la création de revenu. Les services d'appui aux entreprises rurales et à la commercialisation prévus dans le cadre du projet constitueront l'axe des activités productives envisagées. Des organisations d'agriculteurs et de propriétaires de microentreprises discuteront, dans le cadre d'un processus interactif d'apprentissage sur le tas, des débouchés des produits qu'ils auront sélectionnés avec des spécialistes des études de marché avant qu'il leur soit fourni un appui financier ou technique. Afin de réduire les coûts de transaction et de promouvoir une gestion plus efficace des activités productives et des processus de commercialisation, l'on s'attachera à encourager et à renforcer les associations de petits exploitants et des organisations économiques de microentreprises. Seuls des groupes organisés auront accès aux services d'appui et aux fonds d'investissement du projet.

DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET

A. Zone du projet et groupe cible

17. La zone du projet englobe les quatre provinces de la Patagonie (Santa Cruz, Chubut, Neuquén et Río Negro), qui couvrent une superficie de près de 1 million de km². Le projet sera exécuté dans 12 secteurs sélectionnés à la lumière des critères suivants: i) concentration des ruraux pauvres; ii) présence de communautés autochtones; et iii) potentiel de développement. La population totale des quatre provinces est d'environ 1,7 million d'habitants, dont 91 000 d'origine autochtone

³ Voir l'appendice V: Matrice de conception et approche stratégique axée sur la population cible.

(90 000 Mapuches et 1 000 Tehuelches). La Patagonie est une région rude, froide et aride où, en hiver, les températures minimums moyennes tombent à près de -10° C. Environ 85% de la région est composée d'un plateau aride où les rares pâturages sont utilisés pour l'élevage traditionnel de moutons, de chèvres, de bovins et de chevaux. Les terres fertiles situées le long des vallées des cours d'eau qui coulent des Andes jusqu'à l'océan Atlantique sont utilisées pour la culture d'arbres fruitiers, l'horticulture et des pâturages cultivés. Dans les fertiles vallées interandines, les agriculteurs cultivent du blé, des baies et d'autres récoltes et élèvent des chèvres. Les communautés autochtones vivent dans les zones arides et semi-arides, à l'intérieur de "réserves" qui leur ont été accordées par l'État, il y a un siècle.

18. Le groupe cible du projet devrait être de 45 000 personnes, dont 15 000 bénéficiaires directs et 21 000 bénéficiaires indirects, à savoir petits exploitants pauvres (45%), propriétaires de microentreprises et artisans (20%), jeunes ruraux (20%) et populations autochtones (au moins 15%).

B. Objectifs et portée⁴

19. Le but d'ensemble du projet est d'améliorer la situation économique et sociale des populations rurales de la Patagonie et de réduire la pauvreté de moitié, conformément aux Objectifs du Millénaire pour le développement que s'est fixés l'Argentine. L'objectif général du projet est d'assurer, de façon écologiquement rationnelle et sensible à la problématique hommes-femmes, une intégration efficace de la population cible à la vie économique régionale et nationale en améliorant leur accès aux possibilités commerciales, aux ressources techniques et financières et aux marchés locaux et nationaux du travail.

C. Composantes

20. Les activités ont été structurées en deux composantes: i) renforcement des capacités organisationnelles; et ii) développement des entreprises rurales. Toutes les activités réalisées au titre de ces deux composantes seront caractérisées par une stratégie transversale axée sur la promotion de l'égalité entre les sexes et la gestion des ressources naturelles. Il sera également créé une unité centrale de coordination du projet (UCCP) et quatre unités de coordination provinciales décentralisées, auxquelles il sera fourni un appui dans les domaines de la promotion de l'égalité entre les sexes et du suivi et de l'évaluation (S&E) ainsi que dans les domaines techniques et administratifs.

21. **Renforcement des capacités organisationnelles.** Au titre de cette composante, le projet aidera les bénéficiaires à renforcer et à consolider les organisations économiques existantes et/ou à créer de nouvelles organisations économiques axées sur le marché. La stratégie opérationnelle consistera à: i) préparer au niveau des provinces et des districts des plans de développement visant principalement à éliminer les contraintes existantes et à maximiser les possibilités qui s'offrent aux organisations économiques; ii) promouvoir les qualités de chef et l'aptitude à la prise de décisions des dirigeants et des membres des organisations économiques grâce à une formation systématique et à la diffusion de méthodes participatives; iii) apprendre un métier aux jeunes, hommes et femmes, pour qu'ils puissent obtenir un emploi mieux rémunéré ou développer leurs propres initiatives productives; et iv) créer le Forum de développement rural de la Patagonie, espace visant à encourager une concertation démocratique et inclusive au plan régional concernant la réduction de la pauvreté et le développement rural, avec la participation de tous les acteurs sociaux et économiques ruraux. L'on s'attachera en outre à diffuser des informations sur le projet et à créer des circuits horizontaux de communication entre les communautés rurales.

22. Dans chacune des localités des provinces où les projets seront exécutés, il sera constitué une équipe composée d'un moniteur campagnard local (*promotor campesino*) (sélectionné sur la base de

⁴ Voir l'appendice III: Cadre logique.

ses qualités de chef et de son aptitude à communiquer) ainsi qu'un agent de développement organisationnel (spécialiste des sciences sociales ou des services sociaux), qui seront l'un et l'autre chargés d'identifier les organisations locales et groupes ayant des intérêts économiques et productifs communs ainsi que des bénéficiaires individuels. Il sera établi un diagnostic pour identifier les points forts et les points faibles des différentes localités, après quoi il sera formulé et mis en œuvre un plan d'appui technique et de formation. Les prestataires de services retenus seront responsables de la mise en œuvre du programme de formation et du plan d'appui organisationnel. Les groupes d'intérêts et les bénéficiaires individuels, appuyés par des services de formation et des conseils dans les domaines juridique, technique et commercial, seront encouragés à créer des organisations économiques formelles. Une fois que ces dernières auront atteint un niveau d'organisation suffisant, elles auront accès aux services offerts dans le cadre de la composante de développement des entreprises rurales.

23. **Développement des entreprises rurales.** Dans le contexte de cette composante, il sera fourni un appui à la population cible pour améliorer ses capacités de gains, notamment en transformant des activités économiques peu performantes en petites entreprises rurales rentables dans les secteurs agricole ou autres. Les activités seront axées sur: i) les entreprises et services ruraux, ii) la commercialisation, iii) l'accès aux services financiers, et iv) un fonds d'investissement. Les activités de promotion des entreprises et de la commercialisation tendront spécifiquement à améliorer les liens entre les producteurs agricoles ou non agricoles et les marchés locaux, régionaux, nationaux et étrangers. Le projet encouragera un programme périodique d'organisation de foires locales en collaboration avec le secteur privé et les autorités locales et nationales. L'on s'emploiera en outre à coordonner les activités avec les programmes en cours afin d'accroître la production régionale, entre autres, de laine et de mohair, de viande d'animaux patagoniens, de miel et de baies ainsi que la production biologique. Par ailleurs, l'on s'attachera à mettre les organisations locales de microentreprises mieux à même d'utiliser les informations sur les marchés et les foires commerciales pour développer et resserrer leurs relations commerciales, évaluer les produits de concurrents et identifier de nouveaux débouchés.

24. Les associations et organisations de petits exploitants, les coopératives et les entreprises rurales auront, dans le cadre d'un programme axé sur la demande, systématiquement accès aux services techniques pour leur permettre de gérer leurs activités de manière plus commerciale et plus rentable. Le projet tendra à renforcer les capacités des organisations locales et des petites entreprises d'identifier des débouchés, d'élaborer des plans stratégiques et de négocier avec les grandes entreprises privées, les agents commerciaux et le secteur financier. Un appui technique sera fourni par les agents de terrain des provinces et de l'INTA ainsi que par des prestataires de services privés qualifiés qui seront de préférence basés dans la région et engagés à la suite de procédures d'appels d'offres transparentes. Les prestataires de services seront invités à appliquer des méthodes participatives pour identifier et systématiser les activités des organisations économiques des bénéficiaires selon une stratégie opérationnelle axée sur la demande. On veillera particulièrement à ce que tous les plans d'activité comportent l'analyse de la situation écologique, et à ce que tous les intervenants fassent de cette analyse une pratique habituelle.

25. Il sera établi un fonds d'investissements productifs et environnementaux non remboursables pour financer des investissements conjoints (projets d'irrigation à petite échelle, commercialisation et transformation, etc.). Les fonds seront alloués sur la base des plans d'activité pour compléter les programmes provinciaux et nationaux de crédit existants, de préférence aux organisations les plus faibles et à celles qui ne peuvent pas réunir les capitaux minimums requis. En outre, il sera fourni un appui à la population cible pour l'aider à avoir accès aux services financiers. À court terme, les organisations économiques paysannes, une fois consolidées, pourront mettre en place une gestion financière efficace grâce à la formation qu'elles auront reçue au sujet des caractéristiques, des exigences, des avantages et des inconvénients des instruments d'épargne et de crédit offerts par les institutions financières. À long terme, le projet renforcera les institutions locales de microfinancement et, profitant du cadre juridique approuvé récemment pour les mutuelles de crédit, élargira l'accès aux

services financiers et pas seulement aux services de crédit, comme les autres programmes. La crise financière récente offre une occasion nouvelle dans ce contexte: la corruption est généralisée parmi les institutions financières, mais le système non bancaire a été moins affecté, ce qui offre une possibilité de développer et de renforcer les mutuelles de crédit locales.

26. En ce qui concerne la promotion de l'égalité entre les sexes, les buts du projets sont les suivants: i) créer les conditions nécessaires pour que les femmes rurales (particulièrement celles d'ascendance autochtone) aient un accès équitable à toutes les possibilités offertes par le projet dans le domaine de la formation, de la production et des investissements; et ii) appuyer la pleine participation des femmes rurales aux organisations économiques. De ce fait, le projet devrait améliorer nettement l'image que les femmes rurales ont d'elles-mêmes ainsi que leur capacité de produire, de créer une affaire et de gagner de l'argent. Différentes activités opérationnelles dans ce domaine seront réalisées et/ou financées dans le cadre du projet; il y a lieu de citer notamment la sélection d'un personnel sensible aux sexospécificités, une formation systématique à la problématique hommes-femmes du personnel de l'unité de gestion du projet et des prestataires de services, l'application de stratégies et de méthodes sexospécifiques dans toutes les composantes du projet, la formation des femmes membres des organisations locales pour les préparer à jouer un rôle de direction, la réalisation des études requises de la situation de l'égalité entre hommes et femmes sur le terrain et la promotion d'investissements dans des services communautaires comme les garderies d'enfants pour les femmes rurales qui travaillent.

27. La stratégie de gestion et de conservation des ressources naturelles qui sous-tend le projet vise à améliorer la qualité de vie des populations cibles au moyen d'activités tendant à améliorer la gestion et la conservation des sols, de l'eau, de la végétation et de la biodiversité dans la région de la Patagonie. En étroite coopération avec le Secrétariat à l'environnement et au développement durable, le projet appuiera et complétera le don (4,0 millions de USD) du Fonds pour l'environnement mondial actuellement en cours de formulation.

D. Coûts et financement du projet

28. Le coût total du projet est estimé à 29,0 millions de USD (voir les tableaux 1 et 2). Le FIDA accordera un prêt de 20,0 millions de USD (69% du coût total); le gouvernement fera une contribution de 8,0 millions de USD (27,6%) et les bénéficiaires fourniront une contribution en nature représentant l'équivalent de 1,0 million de USD (3,4%). Le financement du gouvernement proviendra du gouvernement central (SAGPyA), qui fournira 2,0 millions de USD, et des quatre provinces participantes, qui fourniront ensemble une contribution de plus de 6,0 millions de USD (Chubut 1,6 million de USD; Neuquén 1,7 million de USD; Río Negro 2,4 millions de USD et Santa Cruz 0,6 million de USD). Les fonds seront répartis en proportion du nombre de localités et de bénéficiaires couverts par le projet dans chaque province.

29. Le coût de base de chaque composante s'établit comme suit: renforcement des capacités organisationnelles: 6,2 millions de USD (soit 23% du coût total du projet) et développement des entreprises rurales: 14,9 millions de USD (56%). L'administration du projet coûtera au total 5,4 millions de USD, dont 334 000 USD alloués à l'UCCP (1% du coût du projet), 3,14 millions de USD pour les quatre unités de coordination provinciales (12%), 974 000 USD pour la planification et le S&E (4%) et 936 000 USD pour les activités de promotion de l'égalité entre hommes et femmes (4%). Le projet sera exécuté sur une période de six ans.

TABLEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET^a
(en milliers de USD)

Composante	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
A. Renforcement des capacités organisationnelles					
Administration de la composante	554	4	558	1	2
Diagnostic territorial et planification	648	--	648	--	2
Renforcement des organisations économiques	3 604	--	3 604	--	14
Forum de développement rural de la Patagonie	90	--	90	--	--
Information et communication	221	4	225	2	1
Formation professionnelle	1 047	--	1 047	--	4
Total partiel	6 163	9	6 172	--	23
B. Développement des entreprises rurales					
Administration de la composante	323	2	325	1	1
Promotion des entreprises rurales et services aux entreprises	6 943	--	6 943	--	26
Commercialisation	1 663	--	1 663	--	6
Accès aux services financiers	638	--	638	--	2
Fonds d'investissement	5 349	--	5 349	--	20
Total partiel	14 917	2	14 919	--	56
C. Administration du projet					
Unité de coordination centrale du projet	328	6	334	2	1
Unités de coordination provinciales	3 007	133	3 140	4	12
Planification, suivi et évaluation	968	6	974	1	4
Problématique hommes-femmes	934	2	936	--	4
Total partiel	5 236	148	5 385	3	20
Total des coûts de base	26 316	159	26 475	1	100
Provision pour aléas d'exécution	931	8	939	1	4
Provision pour aléas financiers	1 583	2	1 585	--	6
Total des coûts du projet	28 831	169	29 000	1	110

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

Composante	FIDA		Gouvernement		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A. Renforcement des capacités organisationnelles											
Administration de la composante	605	99,3	4	0,7	--	--	609	2,1	5	601	4
Diagnostic territorial et planification	481	69,8	208	30,2	--	--	689	2,4	--	689	--
Renforcement des organisations économiques	2 912	72,6	1 097	27,4	--	--	4 010	13,8	--	3 992	17
Forum de développement rural de la Patagonie	87	85,0	15	15,0	--	--	102	0,4	--	87	15
Information et communication	175	70,4	74	29,6	--	--	248	0,9	4	241	3
Formation professionnelle	719	59,8	483	40,2	--	--	1 202	4,1	--	1 202	--
Total partiel	4 979	72,6	1 881	27,4	--	--	6 860	23,7	9	6 812	40
B. Développement des entreprises rurales											
Administration de la composante	353	99,4	2	0,6	--	--	355	1,2	2	351	2
Promotion des entreprises rurales et services aux entreprises	4 460	56,6	3 422	43,4	--	--	7 882	27,2	--	7 882	--
Commercialisation	1 337	72,0	521	28,0	--	--	1 858	6,4	--	1 786	71
Accès aux services financiers	421	58,9	295	41,1	--	--	716	2,5	--	716	--
Fonds d'investissement	3 279	61,3	1 070	20,0	1 000	18,7	5 349	18,4	--	5 349	--
Total partiel	9 850	61,1	5 309	7,6	1 000	6,2	16 159	55,7	2	16 083	73
C. Administration du projet											
Unité de coordination centrale du projet	351	96,7	12	3,3	--	--	363	1,3	7	345	12
Unités de coordination provinciales	2 997	85,8	497	14,2	--	--	3 494	12,0	142	3 089	263
Planification, suivi et évaluation	1 003	92,5	82	7,5	--	--	1 084	3,7	7	1 071	6
Problématique hommes-femmes	819	78,9	219	21,1	--	--	1 039	3,6	2	1 034	2
Total partiel	5 171	86,5	810	13,5	--	--	5 980	20,6	158	5 539	284
Total des coûts du projet	20 000	69,0	8 000	27,6	1 000	3,4	29 000	100	169	28 434	397

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

30. Les marchés de biens, de travaux et de services de consultants financés au moyen du prêt du FIDA seront passés conformément aux directives pertinentes du FIDA et à la législation nationale et provinciale. Les véhicules et le matériel seront achetés à la suite d'appels d'offres, comme stipulé dans l'Accord de prêt. Les services des organismes privés de développement rural et les services d'assistance technique feront l'objet de contrats attribués à la suite d'appels d'offres locaux conformément aux procédures de l'institution coopérante agréées par le FIDA et à la réglementation du gouvernement concernant la passation de marchés de services.

31. Les décaissements au titre des dépenses de fonctionnement, des salaires et des marchés d'une valeur inférieure à l'équivalent de 10 000 USD ou d'autres dépenses agréées par le FIDA seront faits sur présentation d'états de dépenses. Les décaissements au titre de dépenses concernant l'acquisition de véhicules, de matériel, de services des entrepreneurs locaux participant aux activités de développement et des services d'assistance technique exigeront une documentation détaillée. Il sera ouvert auprès de la Banque centrale de l'Argentine un compte spécial auquel sera versée une allocation autorisée de 2 millions de USD. Le directeur du projet communiquera les demandes de décaissement à l'institution coopérante, laquelle vérifiera la régularité des dépenses encourues et demandera ensuite le décaissement de fonds sur le compte de prêt du FIDA. Le principe de la double signature sera appliqué aux fins de l'examen et du contrôle des états comptables et des dépenses.

32. Trois mois au plus tard après réception du versement initial au compte spécial, il sera établi des systèmes de comptabilité et de contrôle interne ayant l'agrément du FIDA avec l'aide d'un cabinet comptable local spécialisé. Les comptes seront tenus par composante et par catégorie et conformément aux procédures de classification des dépenses du gouvernement.

33. Un cabinet d'audit externe ayant l'agrément du FIDA sera sélectionné pour procéder aux vérifications annuelles des états financiers et de la gestion, les services dudit cabinet devant être financés au moyen du prêt. Les organismes chargés de services contractuels tiendront des comptes distincts pour les dépenses liées au projet.

F. Organisation et gestion⁵

34. En accord avec le gouvernement, le projet sera exécuté par le SAGPyA sous la responsabilité directe du Sous-Secrétariat à l'agriculture, à l'élevage et à la foresterie. Il sera constitué un comité consultatif de coordination du projet présidé par le Sous-Secrétaire à l'agriculture et à l'élevage et composé des ministres/secrétaires de l'agriculture de chaque province participante, du président de l'INTA et d'un coordonnateur technique national du projet en qualité de membre de droit. Ce comité sera responsable de la direction générale d'ensemble, de la coordination avec les gouvernements des provinces, et de l'approbation et de la supervision des plans d'opérations annuels. Il sera constitué un comité pour assurer la coordination entre le projet et deux projets financés par le FIDA actuellement en cours, à savoir le PRODERNEA et le PRODERNOA. Ce comité se réunira au moins deux fois par an pour harmoniser les politiques en faveur des pauvres et les mécanismes opérationnels de développement rural, échanger des données d'expérience et identifier et diffuser les pratiques optimales.

35. Il sera établi une unité technique de coordination du projet, composée d'un coordonnateur technique national du projet qui sera assisté par des agents chargés de l'administration, de la promotion de l'égalité entre les sexes, de l'appui technique et du S&E (voir l'appendice VI). Ses responsabilités seront notamment les suivantes: i) planification et supervision de l'ensemble du projet; ii) harmonisation et coordination des politiques du gouvernement central et des gouvernements des

⁵ Voir l'appendice VI.

provinces ainsi que des activités affectant l'exécution du projet; iii) concertation touchant les politiques de réduction de la pauvreté et de développement rural; iv) coordination de la création du Forum de développement rural de la Patagonie; v) articulation et regroupement des activités et des rapports concernant l'administration et le S&E; vi) préparation de rapports annuels consolidés; et vii) interaction directe avec le FIDA et l'institution coopérante. L'UCCP, en accord avec le FIDA, recrutera un facilitateur administratif indépendant international/national aux fins de dépenses sélectionnées.

36. Toutes les activités sur le terrain seront réalisées par quatre unités de coordination provinciales autonomes sur les plans technique et administratif. Il sera également constitué, en utilisant dans toute la mesure possible le cadre institutionnel et le personnel des provinces et de l'INTA, quatre unités opérationnelles provinciales décentralisées dans les provinces de Neuquén, Chubut, Santa Cruz et Río Negro, qui seront elles aussi autonomes sur les plans technique, opérationnel et budgétaire. Si besoin est, les structures existantes seront renforcées au moyen de personnel ou de fonds supplémentaires qui seront fournis par le projet en accord avec le gouvernement de la province. Le ministre/secrétaire de l'agriculture de la province fera fonction de coordonnateur provincial du projet et sera assisté par un coordonnateur exécutif recruté par le projet. Les services d'appui administratif seront fournis par le gouvernement de la province, et le projet financera les services d'agents techniques chargés de fournir un appui dans les domaines du renforcement des organisations économiques, de la promotion des entreprises rurales, de l'égalité entre les sexes et du S&E. Les services sur le terrain seront fournis par le personnel des provinces, des spécialistes locaux de l'INTA, les moniteurs campagnards, des cabinets de consultants recrutés aux échelons national, provincial et local, les groupes professionnels, les fondations privées et publiques et les organisations non gouvernementales. Les services de promotion des activités productives et des entreprises rurales et les services de commercialisation seront fournis aux bénéficiaires du projet par des contractants locaux. Tous les contrats seront passés conformément aux règlements provinciaux et nationaux pertinents ayant l'agrément de l'institution coopérante et du FIDA.

G. Justification économique

37. Sur une population cible estimée à 45 000 personnes, le projet bénéficiera directement à 15 000 personnes (7 500 hommes adultes, 4 500 femmes adultes et 3 000 jeunes hommes et jeunes femmes) et indirectement à 21 000 personnes de 4 provinces et 12 régions géographiques. Parmi les premiers, 2 250 personnes appartiendront aux communautés autochtones locales (Mapuches et Tehuelches). Grâce à un accroissement de leur capital social et économique ainsi que de leurs capacités de production et de commercialisation, le niveau de pauvreté des bénéficiaires cibles devrait être réduit de moitié au moins. De même, le projet contribuera à accroître leur autonomie sur les plans social et économique en renforçant leurs organisations, en leur permettant de participer plus efficacement au développement local, à la mise en place de systèmes de production durables et à l'établissement de liens systématiques avec les marchés locaux, nationaux et internationaux. Les activités entreprises dans le cadre du projet et celles du Forum de développement rural de la Patagonie contribueront à renforcer les capacités du SAGPyA et des gouvernements des provinces de formuler des politiques et des programmes coordonnés en faveur des pauvres.

38. En outre, 6 750 personnes bénéficieront des services des organisations économiques nouvellement créées et consolidées s'occupant de la promotion des cultures et de l'élevage, tandis que les organisations économiques axées sur la promotion des microentreprises, du tourisme rural et des services garantiront un revenu durable à 3 000 adultes, hommes et femmes. Une analyse d'activités économiques sélectionnées, agricoles et autres, représentant un potentiel de développement dans la région de la Patagonie a donné des résultats encourageants (voir l'appendice VII). Les interventions menées dans le cadre du projet devraient déboucher sur la création d'organisations secondaires (coopératives d'appui à la commercialisation, à l'exportation, à la transformation, etc.) ainsi que d'entités de promotion des exportations. Quelque 3 000 jeunes gens et jeunes femmes se verront offrir

une formation professionnelle, des possibilités d'emplois stables et un appui à la création de petites entreprises rurales. Des activités agricoles et autres et les activités d'élevage des communautés autochtones seront également renforcées dans le respect des spécificités sociales, culturelles et organisationnelles autochtones.

H. Risques

39. Des risques de divergences de vues politiques entre les administrations et institutions centrales, provinciales et municipales, ainsi qu'entre elles et les entités du gouvernement central et les entités fédérales pourraient affecter le calendrier d'exécution du projet et la coordination entre les entités chargées de son exécution. Le Forum de développement rural de la Patagonie qu'il est proposé de créer aura notamment pour objectif de mettre au point des politiques, des programmes et des instruments communs de nature à garantir une étroite coordination entre les administrations et institutions centrales, provinciales et municipales. Un deuxième risque serait que les fonds de contrepartie devant venir des provinces soient insuffisants ou fournis tardivement. Toutefois, étant donné la situation financière des provinces participantes, dont les recettes proviennent de redevances pétrolières, il est peu probable que ce risque se matérialise.

I. Impact sur l'environnement

40. Étant donné que son impact potentiel peut être atténué au moyen de recommandations et d'interventions écologiquement rationnelles, le projet a été rangé dans la catégorie B à la suite de l'évaluation de son impact sur l'environnement. Le projet tendra à réduire la vulnérabilité environnementale de la région de la Patagonie. Par conséquent, l'environnement sera au centre des activités du projet, lesquelles seront exécutées avec la participation de toutes les parties prenantes rurales qui s'intéressent à la lutte contre la désertification. De plus, les investissements sur le terrain tendront spécifiquement à atténuer la dégradation des sols et à régénérer les terres dégradées. Concrètement, le projet aura pour effet d'accroître la capacité productive des pâturages utilisés par les éleveurs tout en limitant la dégradation des sols grâce à l'introduction de pratiques appropriées de gestion des bassins versants et de conservation de la biodiversité. Ces activités seront appuyées par un investissement de 4 millions de USD du Fonds pour l'environnement mondial, actuellement en cours de formulation par le Secrétariat à l'environnement et au développement durable.

J. Aspects novateurs

41. Le projet sera novateur à plusieurs égards. Il sera mis en œuvre une approche de développement rural axée sur les entreprises commerciales afin d'inverser l'actuelle pratique de subventionnement des ruraux pauvres. Cette approche sera également participative et mettra l'accent sur le renforcement des avoirs locaux, notamment par le biais de la création du Forum de développement rural de la Patagonie en tant que mécanisme permanent de concertation et de promotion du développement rural aux échelons provincial et régional. L'accent mis par le projet sur la coordination des institutions et des programmes par le biais de comités centraux et provinciaux constitue également un de ses aspects novateurs.

TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

42. Un accord de prêt entre la République argentine et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'Accord de prêt négocié est joint en annexe.

43. La République argentine est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

44. Je certifie que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

45. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République argentine un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à treize millions trois cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (13 350 000 DTS) venant à échéance le 15 décembre 2022, ou avant cette date avec un taux d'intérêt équivalant au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds, et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

**RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES
DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ**

(Négociations de prêt conclues le 30 novembre 2004)

1. **Exécution du projet.** Le projet sera exécuté par le Sous-Secrétariat à l'agriculture, à l'élevage et aux forêts des provinces de Chubut, Neuquén, Río Negro et Santa Cruz. À cette fin, le Gouvernement de la République argentine (le "Gouvernement") transférera à chaque province, par l'intermédiaire du Sous-Secrétariat mentionné ci-dessus, une partie des fonds provenant du prêt.
2. **Comptes du projet.** L'agent principal du projet ouvrira et maintiendra auprès d'une agence de la Banco de la Nación Argentina, ou de toute autre banque choisie par le Gouvernement avec l'agrément du FIDA, un compte courant (le "compte national du projet") libellé en pesos pour l'exécution du projet au niveau national. Le coordonnateur technique du projet sera pleinement habilité à administrer et utiliser ce compte. Chaque province ouvrira et maintiendra auprès d'une banque commerciale jugée acceptable par le FIDA un compte courant libellé en pesos (le "compte provincial du projet") pour l'exécution du projet, sur lequel seront transférés les fonds provenant du prêt. Le coordonnateur provincial sera pleinement autorisé à administrer et utiliser ledit compte.
3. **Agent d'exécution du projet.** L'agent principal du projet sera généralement responsable de l'exécution du projet par l'intermédiaire du Sous-Secrétariat à l'agriculture, à l'élevage et aux forêts. Le Gouvernement délèguera l'exécution du projet aux provinces aux termes d'un Accord de prêt subsidiaire et d'exécution conclu avec chaque province.
4. **Financement de l'exécution du projet.** Le Gouvernement mettra les fonds provenant du prêt à la disposition de l'agent principal du projet et du Sous-Secrétariat à l'agriculture, à l'élevage et aux forêts, conformément au programme de travail et budget annuel (PTBA) et aux dispositions nationales d'usage en matière de coopération au développement, aux fins d'exécution du projet. À cet effet, le Gouvernement, par l'intermédiaire du Sous-Secrétariat à l'agriculture, à l'élevage et aux forêts, transférera à chaque province les fonds provenant du prêt, à titre de prêt, aux termes d'un accord subsidiaire de prêt et d'exécution qui sera conclu entre le Gouvernement et chaque province.
5. **Fonds de contrepartie.** Le Gouvernement veillera à ce que des fonds de contrepartie provenant de ses ressources propres soient disponibles pour un montant total de 8 millions de USD environ, conformément aux dispositions nationales d'usage en matière de coopération au développement. À cette fin, le Gouvernement ouvrira pour chaque exercice financier des crédits budgétaires équivalant au montant des fonds de contrepartie prévus dans le PTBA pour l'année du projet concernée et, à cet égard, il s'assurera: i) que lesdits crédits sont mis à la disposition du projet; et ii) que chaque province dépose sur le compte provincial du projet les fonds de contrepartie de la province prévus dans le PTBA pour l'année du projet concernée.
6. **Conditions supplémentaires de suspension**
 - (a) Le FIDA peut suspendre, en toute ou en partie, le droit du Gouvernement de solliciter des retraits du compte de prêt si la vérification des comptes n'a pas été conduite de façon satisfaisante dans les six mois suivant la date prévue à cet effet.
 - (b) Le FIDA peut suspendre, en toute ou en partie, le droit du Gouvernement de solliciter des retraits du compte de prêt: i) si le coordonnateur technique du projet est relevé du projet sans l'agrément préalable du FIDA; ii) si le FIDA constate que les avantages essentiels du projet ne sont pas recueillis dans une mesure suffisante par le groupe cible ou qu'ils échoient à des personnes non associées au projet; iii) si l'accord subsidiaire de prêt et d'exécution, ou l'une quelconque de ses dispositions, fait l'objet d'une dérogation,

suspension, révocation, amendement ou autre modification sans l'agrément préalable du FIDA, et si le FIDA constate que cette dérogation, suspension, révocation, amendement ou autre modification a ou est susceptible d'avoir des conséquences négatives importantes pour le projet; iv) si le Gouvernement ne respecte pas l'un quelconque des accords et si le FIDA constate que ce non-respect a porté ou est susceptible de porter préjudice au projet; v) si le manuel d'exécution du projet, ou l'une quelconque de ses dispositions, fait l'objet d'une dérogation, suspension, révocation, amendement ou autre modification sans l'accord préalable du FIDA et si le FIDA constate que cette dérogation, suspension, révocation, amendement ou autre modification a ou est susceptible d'avoir des conséquences négatives importantes pour le projet.

7. **Manuel d'exécution du projet.** Le coordonnateur technique du projet élaborera un projet de manuel d'exécution qu'il présentera au comité consultatif de coordination du projet pour approbation. Le Sous-Secrétariat à l'agriculture, à l'élevage et aux forêts soumettra ce projet de manuel au FIDA pour observations et approbation. L'agent principal du projet adoptera le manuel dans la forme approuvée par le FIDA.

8. **Accord de prêt subsidiaire et d'exécution.** Le Gouvernement conclura avec chaque province un accord de prêt subsidiaire et d'exécution. Cet accord fixera le montant du prêt subsidiaire et prescrira à chaque province l'obligation juridique d'exécuter le projet.

9. **Participation des femmes et des populations autochtones bénéficiaires.** L'agent principal du projet veillera à ce que les femmes et les populations autochtones participent pleinement à toutes les activités du projet et en bénéficient, et à ce que les intérêts des populations autochtones bénéficiaires soient respectés pendant l'exécution du projet. À cet fin, il s'assurera: i) que toutes les activités du projet prennent en compte le souci d'égalité entre les sexes; ii) que les droits des populations autochtones bénéficiaires sont dûment respectés; iii) que les communautés des populations autochtones faisant partie du groupe cible ont accès sans discrimination d'aucune sorte aux diverses activités du projet; iv) que le projet n'entraîne pas l'usurpation de territoires traditionnellement occupés par des communautés autochtones.

10. **Conditions préalables à l'entrée en vigueur.** Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'Accord de prêt:

- (a) le comité consultatif de coordination du projet a été dûment créé et le coordonnateur technique du projet a été sélectionné et nommé à la satisfaction du FIDA;
- (b) le Gouvernement a ouvert le compte spécial et le compte national du projet;
- (c) le Gouvernement a mis à la disposition des parties au projet le crédit budgétaire initial au titre des fonds de contrepartie;
- (d) l'Accord de prêt a été dûment signé, et la signature et l'exécution dudit accord par le Gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances institutionnelles, administratives et gouvernementales compétentes;
- (e) le Gouvernement a remis au FIDA un avis juridique favorable, délivré par le directeur général des affaires juridiques du Ministère de l'économie et de la production ou tout autre conseiller juridique jugé acceptable par le FIDA; et
- (f) une province au moins a créé le comité provincial de coordination, signé l'Accord de prêt subsidiaire et d'exécution et dûment ouvert le compte provincial du projet.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

ARGENTINA

Land area (km² thousand) 2002 1/	2 737	GNI per capita (USD) 2002 1/	4 220
Total population (million) 2002 1/	36.48	GDP per capita growth (annual %) 2002 1/	-12
Population density (people per km²) 2002 1/	13	Inflation, consumer prices (annual %) 2002 1/	26
Local currency	Argentine Peso (ARS)	Exchange rate: USD 1 =	ARS ***ADD RATE***
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1996-2002 1/	0.9	GDP (USD million) 2002 1/	102 042
Crude birth rate (per thousand people) 2002 1/	19	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1982-1992	0.7
Crude death rate (per thousand people) 2002 1/	8	1992-2002	1.3
Infant mortality rate (per thousand live births) 2002 1/	16	Sectoral distribution of GDP 2002 1/	
Life expectancy at birth (years) 2002 1/	74	% agriculture	11
Number of rural poor (million) (approximate)	n/a	% industry	32
Poor as % of total rural population	n/a	% manufacturing	21
Total labour force (million) 2002 1/	15.72	% services	57
Female labour force as % of total 2002 1/	34	Consumption 2002 1/	
Education		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	12
School enrolment, primary (% gross) 2001 1/	120	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	61
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2002 1/	3	Gross domestic savings (as % of GDP)	27
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita,	n/a	Merchandise exports 2002 1/	25 352
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2002 3/	12 a/	Merchandise imports 2002 1/	8 988
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2002 3//	5 a/	Balance of merchandise trade	16 364
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2001 1/	10	before official transfers 2002 1/	9 015
Physicians (per thousand people)	n/a	after official transfers 2002 1/	9 592
Population using improved water sources (%) 2000 3/	n/a	Foreign direct investment, net 2002 1/	1 429
Population with access to essential drugs (%) 1999 3/	50-79	Government Finance	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2000 3/	n/a	Overall budget deficit (including grants) (as % of GDP) 2001 1/	-3
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP) 2002 1/	17
Food imports (% of merchandise imports) 2002 1/	5	Total external debt (USD million) 2002 1/	132 314
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2001 1/	255	Present value of debt (as % of GNI) 2002 1/	146
Food production index (1989-91=100) 2002 1/	144	Total debt service (% of exports of goods and services) 2002 1/	18
Cereal yield (kg per ha) 2002 1/	3 385	Lending interest rate (%) 2002 1/	52
Land Use		Deposit interest rate (%) 2002 1/	39
Arable land as % of land area 2001 1/	12		
Forest area as % of total land area 2000 1/	13		
Irrigated land as % of cropland 2001 1/	4		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2004

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2000

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2004

PREVIOUS IFAD FINANCING IN ARGENTINA

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Denominated Currency	Approved Loan/Grant Amount	Disbursement (as % of Approved Amount)
225 Programme of Credit and Technical Support for the Small Producers in Northeast Argentina	IFAD	IDB	0	15 Sep 88	17 Apr 91	30 Jun 97	L-I-225-AR	SDR	8,200,000	100%
506 Rural Development Project for the North-Eastern Provinces (PRODERNEA)	IFAD	CAF	0	18 Apr 96	15 Oct 98	30 Jun 07	L-I-417-AR	SDR	11,350,000	36%
1098 North Western Rural Development Project (PRODERNOA)	IFAD	CAF	0	08 Sep 99	04 Mar 03	30 Sep 08	L-I-514-AR	SDR	12,800,000	4%

LOGICAL FRAMEWORK

OBJECTIVES	INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	ASSUMPTIONS
<p>Development objective</p> <ul style="list-style-type: none"> Reduction in the economic and environmental vulnerability of the rural poor in Patagonia by rural development asset-building with gender equity and sustainable use of natural resources, and pursuant to the Millennium Development Goals for Argentina 	<ul style="list-style-type: none"> Rural poverty levels down 50% by the year 2015. Progress indicators and goals set for Argentina (2015). 	<ul style="list-style-type: none"> National inventories UNDP (United National Development Programme) development indices PBAS⁶ - IFAD reports 	
<p>Project purpose</p> <ul style="list-style-type: none"> Through their economic organizations, the rural poor develop capacities to increase their income, improve their living conditions and facilitate their participation in the poverty-reduction processes, with natural resource sustainability 	<ul style="list-style-type: none"> 60% of households improve asset ownership or additional asset index (RIMS – Results and Impact Measurement System - indicator). Reduction in prevalence of infant malnutrition: weight-for-age (RIMS indicator). 4 province governments implement strategic province development plans, emphasizing the environment and gender. 60% of organizations of rural poor in Patagonia (15% Aboriginal people) reinforce their organizational capacities. Approximately 50% of the economic organizations of agricultural and non-agricultural producers have entered domestic markets competitively. 50% of the economic organizations have surpluses, reinvest resources and increase use of labour. 45% of young people having received technical training get stable employment in the province economy and 15% start new businesses. Rural poverty alleviation policies are implemented, as derived from Patagonia Forums. There is a growth in investments and in the impacts on rural investment due to the increase in resources from inter-institutional coordination. The producers use techniques to mitigate deterioration of natural resources in the intervention areas. There is an increase in hectares for the resources owned jointly by the Aboriginal people, with improved environmental practices (RIMS indicator). At least 50% of the economic organizations have access to lines of credit in the existing financial subsystem. 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline survey Impact studies. Evaluation reports monitoring and evaluation (M&E) reports ProGender survey 	<ul style="list-style-type: none"> State and province poverty reduction policies and strategies are favourable.

⁶ PBAS: Performance-based allocation system

<p>Output 1</p> <ul style="list-style-type: none"> The organizational capacities of the target population are developed and strengthened in terms of economic and sustainable activities 	<ul style="list-style-type: none"> The 4 provinces have strategic province development plans, emphasizing environmental and gender issues. 60% of the beneficiaries train economic organizations. Approximately 50% of the economic organizations and producer groups are consolidated into formal organizations able to manage their own affairs. 80% of the organizations are strengthened, with equitable participation of women At least 70% of the organizations are sensitized with an emphasis on gender issues. Female membership in economic organizations grows by 25%. 4 province governments use a decision-making support system for planning. 3 000 rural young people participate in technical training, with 50% women. 	<ul style="list-style-type: none"> Monitoring reports M&E reports Case study reports Government archives Register of organizations and institutions Service provider reports 	<ul style="list-style-type: none"> Those with political power support development and implementation of the project.
<p>Output 2</p> <ul style="list-style-type: none"> Inter-institutional linkage is strengthened to reinforce Patagonia rural development 	<ul style="list-style-type: none"> Inter-institutional coordination and linkage mechanism are institutionalized. The rural development interventions of the existing programmes and projects are linked. The Patagonia Forum catalyses and reinforces the rural poverty alleviation policies. The poverty alleviation policies of the SAGPyA (Secretariat for Agriculture, Livestock, Fisheries and Food) are linked with Patagonia province policies. 	<ul style="list-style-type: none"> M&E reports SAGPyA archives Government archives Minutes of meetings 	<ul style="list-style-type: none"> The political will and basic common objectives of coordination and rural development exist among the institutions.
<p>Output 3</p> <ul style="list-style-type: none"> The subsistence agricultural and non-agricultural economic activities are transformed into sustainable rural businesses 	<ul style="list-style-type: none"> Approximately. 13 000 rural poor (15% Mapuche and Tehuelche Aboriginal people) have access to technical support services: agricultural, agro-tourism, agro-forestry, micro-enterprise, small business and agro-industrial, among others. By the 6th year of the Project at least 380 economic organizations are trained and strengthened. At least 70% of the agricultural and non-agricultural economic organizations strengthen their productive and commercial management capacities, implementing business plans. 50% of the economic organizations transform their agricultural and non-agricultural activities into sustainable and profitable businesses. Approximately 30% of the rural micro-enterprises and economic organizations have gender equity between men and women in operations and in internal regulations. 70% of the economic organizations have access to the productive and environmental Capital Development Fund. 20% of the beneficiaries organized have management capacities and access to current financial services. 	<ul style="list-style-type: none"> Monitoring reports M&E reports Case studies Fund reports Organization archives Institution registry Service provider reports 	<ul style="list-style-type: none"> The economic, social and rural development policies remain favourable to rural development.

MAIN ACTIVITIES BY COMPONENT		
<p>Organizational capacity-building</p> <ul style="list-style-type: none"> • Province diagnoses (economic, social, productive) and provincial development strategic planning • Promotion, dissemination and communication • Training and orientation: <i>staff and organizations</i>. • Development and organizational consolidation: <i>unconsolidated organizations and groups of interest</i>. • Technical training of young people (men and women). • Patagonia Forum (annual) <p>Gender actions</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dissemination and promotion of rural women: <i>posters, fairs, radio programmes, etc.</i> • Provincial and regional meetings of rural women • Survey on women and economic organizations • Gender sensitization and training actions • Sensitization of province authorities on gender issues • Training of organization leaders on gender issues • Training women on leadership and business management • Training service providers on gender • Mobile day care • Positive discrimination for access to project funds 	<p>Rural business development</p> <ul style="list-style-type: none"> • Strengthening and development of economic organizations and rural micro-enterprises • Market linkage support: <ul style="list-style-type: none"> - Market intelligence. - Development of marketing plans by output chain - Operation of a business opportunities system - Participation in fairs and business circles - Commercial promotion - Strategic and commercial contacts and partnerships • Strengthening of commercial and entrepreneurial capacity <ul style="list-style-type: none"> - Identification of new markets and agribusinesses - Management and business planning training - Organization of a supplier network: inputs and services • Specialization and optimization of the supply of economic organizations and micro-enterprises: <i>generation of clusters, production protocols, quality certificates, name of origin, etc.</i> • Training of human resources on commercial management and business planning: <i>project staff and service providers</i> • Organization and establishment of technical assistance <ul style="list-style-type: none"> - Selection and contracting of service providers and specialists. - Dissemination and release: <i>radio program and materials</i> - Technical assistance programmes • Operation of the productive-commercial Capital Development Fund, for investments that are: i) <i>productive, ii) commercial and iii) environmental</i>. • Access to financial services <ul style="list-style-type: none"> - Diagnosis of microfinance lenders and of beneficiary access to financial services - Institutional strengthening of microfinance lenders - Training on “financial supply”: <i>staff and beneficiaries</i> 	<p>Planning, M&E</p> <ul style="list-style-type: none"> • M&E system design and implementation • EUP (Executing Unit of the Project) and province coordination for M&E system implementation • Orientation and training in M&E: staff and beneficiaries. • Institutionalization of M&E participatory mechanisms at the level of staff and of beneficiary organizations • M&E field support for provinces • Design and operation of monitoring software • Contracting of impact evaluation and surveys • Formulation of M&E reports

POVERTY AND RURAL POVERTY

1. As Argentina is currently in the midst of a deep and unparalleled economic, social, and political crisis. After three years of continuing recession, the economic and financial crisis deepened during 2001. Various attempts were made throughout 2001 to spur growth as a prelude to improved public finances and the debt profile but to no avail. Market perceptions of risk of default increased, especially in mid-2001. Efforts to protect the banking system from wide-spread withdrawal of deposits (the corralito) resulted in strangling of liquidity and economic activity and generated popular discontent. This finally culminated in the resignation of then President de la Rúa in December 2001, a quick succession of appointed Presidents, a formal announcement of default on public sector borrowings, and in early 2002, the abandonment of the Convertibility Plan.

2. Now in its fourth year of recession, the economy this year is projected to decline by about 16%, bringing the decline in GDP to over 25% since its 1998 peak. With the peso depreciating sharply since its float and undefined monetary policy, Argentina is experiencing significant inflation for the first time since 1991. Between the decline in economic activity and the currency's depreciation, per capita GDP has declined sharply, to a projected US\$2,850 in 2002 (down from US\$8,210 at its peak in 1998).

3. The downturn of the past six months has sharply aggravated the already difficult social conditions in the country. Already high levels of unemployment (18.3% in October 2001) have jumped to 21.5 percent as of May 2002 according to official indicators. Moreover, the destruction of jobs (particularly unskilled jobs) has been sharp. During the first quarter of 2002 the construction industry (key for unskilled labour) fell by 25 percent with respect to the last quarter of 2001 (42% with respect to the first quarter of 2001).³ Poverty is also on the rise, confirming the well known links between economic crises and sharp increases in poverty. Official estimates for 28 urban centres indicate an increase from 38.3 % in October 2001 to 53.0 % in May 2002. This extremely negative context has also had a strong impact on the health and education sectors where there is growing evidence of deterioration in service delivery. The combined effect of all these factors has resulted in an increasingly conflictive social situation with high levels of crime, violence and diverse forms protests.

4. As a result of the economic crisis at the country level, the rate of poverty rose from 37% in 2001 to a peak of 58% by the end of 2002. The number of people living below the extreme poverty (indigence) line doubled. Income distribution worsened, suggesting that the poorest segment of the population suffered more than the non-poor. The sharp rise in poverty in great part has been due to unemployment and the rise in the prices of food a major portion of the expenditures of the poor. Last available information¹ shows that 58 % of total population have incomes below the Income Poverty Line (IPL) in June 2003, while almost 25 % live in conditions of extreme poverty. Per-capita GDP has declined sharply to an estimated USD 2,695 in 2002, down from USD 8,210 in 1998².

5. Poverty is measured using GOA's poverty line calculated through the Permanent Household Survey, a bi-annual survey of 30.000 urban households, covering 70% of the urban population. Thus the surveys leave out the population in small urban places and all of the rural population, mucho of which has a higher average poverty rate. A limited survey of 2.800 undertaken by the World Bank in 2002 found a poverty rate of 53% in urban areas and 73% in rural areas³. These figures would imply that approximately 19.2 million people are poor in the country. In the cities the poor would be 17.1 million. The rural poor would reach 2.8 million people (or, approximately 0.7 million households).

¹ World Bank. 2003. Crisis and Poverty: A poverty assessment. July 2003. Report No. 26127-AR.

² World Bank. 2003. Ibid.

³ World Bank. Crisis and Poverty 2003: A poverty assessment. Part II. Background Paper 1. July 2003. Report No. 26127-AR.

Extreme poverty reaches almost 7.4 million urban people while it would affect 1.6 million people in the rural areas.

6. A large proportion of the rural poor are located in the Northern provinces of the country, but there are also other areas in the South where rural poverty is still significant. In the North-Western region around 51% of rural population is poor while this percentage reaches 48% of total rural population in the North-Eastern region. The Patagonia region follows with a rural poverty incidence of 32% of total rural population.

7. Income inequality, low salaries and incomes, non enforcement of rural labour legislation, unemployment and lack of access to productive assets and services are the main sources of rural poverty in the country. The lack of adequate housing facilities for the rural workers is one of the main Unsatisfied Basic Need – UBN identified (86% of total UBN rural households). This is so in spite of existing legislation that would enforce agricultural entrepreneurs to provide these facilities to their workers. Poverty yields serious effects on human wellbeing in the rural sector. Infant malnutrition is present and school attendance in the rural areas is below national average. In addition, many rural households still lack of several basic services.

8. Current rural poverty conditions are harsher over several vulnerable groups of population. The most vulnerable are rural women and children of all ages. Indigenous communities, mostly located in rural areas, are also among the most affected by poverty. According to available data, approximately 90 000 rural households are headed by women. Out of this number, 69 000 households are headed by “economically inactive” or unemployed women. This is an indicator of extreme poverty since most of the women do not have permanent incomes. Actually, the incidence of poverty among this group of rural households (measured by Unsatisfied Basic Need – UBN) is higher than average. Almost 48% of rural households headed by women are poor.

APPENDIX V

**DESIGN MATRIX AND TARGET POPULATION
FOCUSED STRATEGIC APPROACH**

Project Design Matrix

Project strategic operational axes	IFAD Strategic Framework 2002 – 2006			Outputs
	Human and Social Assets	Productive Assets and Technology	Financial Assets and Markets	
Target group focused development paths	Clear assessment of target groups strengths and weaknesses	Services tailor made for the characteristics of each target group	Alternative market and financial services suited to the capacities of identified target groups	Human, social and economic capital development
Organizational Strengthening	Strengthening the capacity of the rural poor organizations	Strengthening the offer of rural services in the Patagonia region	Development of local, regional, national and external markets	Empowerment
Rural Business and Marketing	Strengthening the income generating capacity of the poor	Access to local rural technical support services, irrigation and markets	Access to local rural marketing and financial support services	Improved income
Institutional Linkages	Coordinated investments in social and productive services	Central and provincial governments harmonic investments in productive infrastructure	Improving marketing infrastructure	Articulated investments in rural areas

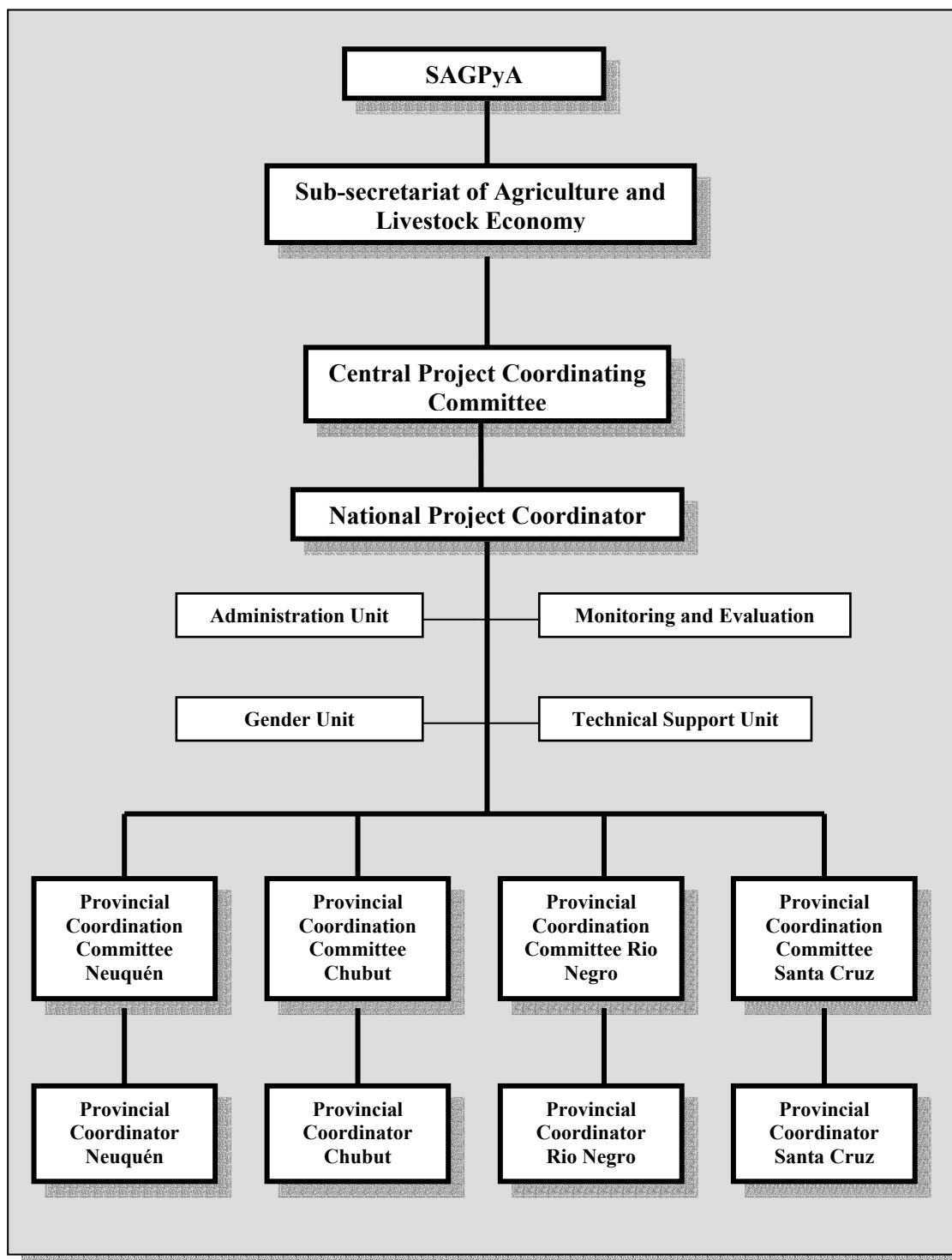
Target Population Focused Economic Development Paths

Target Population	%	Opportunities and Limitations	Development Paths
Small crop and livestock producers	45	<ul style="list-style-type: none"> • Inefficient production • Weak or non-existent economic organizations • Non organized and fragmented production in export or traditional crops • Restricted irrigation potential • Traditional sheep and goat production technologies • Inefficient marketing 	<ul style="list-style-type: none"> • Efficient production • Improved technologies • Organized production • Better quality • Development of productive clusters and/or valued added chains • Efficient marketing linkages with packing and exporting business
Indigenous communities	15	<ul style="list-style-type: none"> • Isolation and dispersion • Limited diversification capabilities • Low technology wool and mutton production • High transaction costs • Traditional organizational patterns • Traditional handy-craft production 	<ul style="list-style-type: none"> • Efficient production adjusted to their communal property characteristics • Improved technologies • Community based organized production • Better quality • Development of productive clusters and/or valued added chains • Efficient marketing linkages with packing and exporting business
Non-agricultural producers (handy-crafts, tourisms, services)	20	<ul style="list-style-type: none"> • Inefficient production • Weak or non-existent economic organizations • Non organized and fragmented production • Low volume and quality of current production/services • Limited development of small rural services business • Marketing problems 	<ul style="list-style-type: none"> • Efficient production • Improved technologies • Organized production • Better quality • Development of productive clusters and/or valued added chains • Efficient marketing linkages with packing and exporting business
Rural youth	20	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Unstable participation in labor markets ▪ Educational levels lower than their urban peers ▪ Limited access to land and livestock ownership 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Labor skills training ▪ Opportunities for stable participation in the labor market ▪ Opportunities to develop economic initiatives and small business

PROJECT ORGANIZATION AND MANAGEMENT

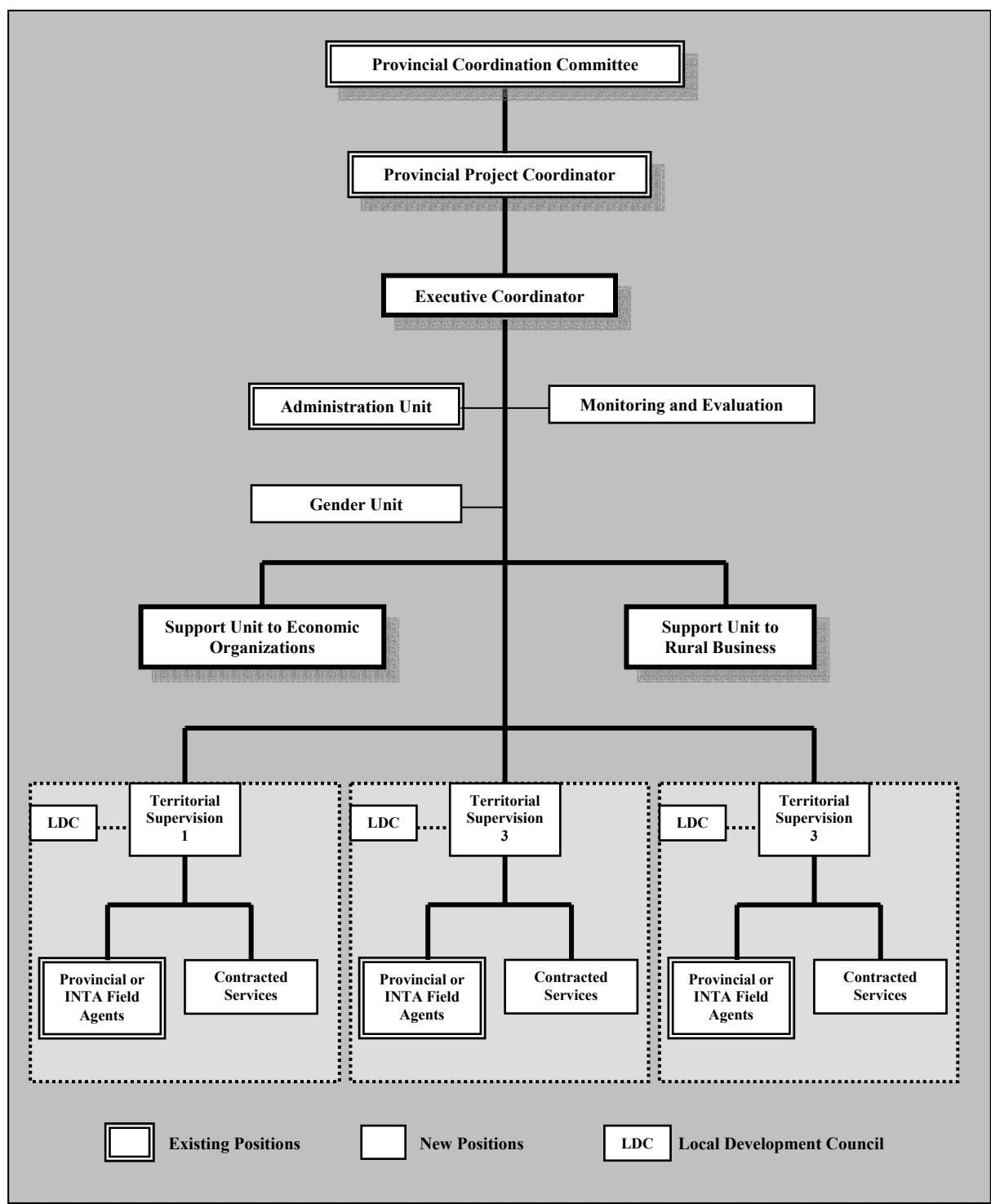
Patagonia Rural Development Project

Project Organization Chart



Patagonia Rural Development Project

Provincial Organization Chart



ECONOMIC RESULTS OF SOME AGRICULTURAL AND NON-AGRICULTURAL BUSINESS

Socio-Economic Indicators of Proposed Livestock Activities

Activity	Initial Investment \$	Incremental Benefits		Internal Rate of Return %
		Apparent \$/cycle	Producer \$/cycle	
Improved sheep model	4.000	10.635,8	12.779,0	87
Improved goat model	2.000	2.852,4	3.574,4	70

Socio-Economic Indicators of Proposed Crop and Microenterprise Activities

	Generation of Employment		Incremental Benefits		Internal Rate of Return %
	Salaries \$	Wages/year No.	Apparent \$/cycle	Producer \$/cycle	
Beekeeping	2.289	96	7.649	9.938	72
Strawberries	8.836	365	29.155	37.991	73
Fruits Preserves	15.600	644	36.559	52.159	92